donne les indemnités à une plus-value notable, limité leur montant à la moitié des avantages acquis, enfin détermine pour leur fixation une procédure compliquée. Dans ces conditions, on ne saurait avoir pratiquement recours à la législation de 1807 lorsqu'il s'agit de travaux de régularisation de régime de cours d'eau effectués par les collectivités ci-dessus visées ou leurs concessionnaires et il y a des avantages incontestables à étendre à ce cas les règles posées par l'article 2 pour les travaux exécutés par des associations syndicales : c'est ce que prévoit l'article 3.

Grâce à ces dispositions, l'Etat sera conduit à entreprendre lui-même plus fréquemment des barrages-réservoirs, puisqu'il pourra compter désormais sur le concours forcé des bénéficiaires et il ne sera pas empêché, par des préoccupations d'ordre financier, de se substituer à l'initiative privée défaillante, toutes les fois que son action sera justifiée par un intérêt suffisant.

Le vote du Projet de loi n'aura d'ailleurs pas seulement pour effet de développer les améliorations de régime des cours d'eau par une intervention directe de l'Etat. De nombreuses entreprises, qui vont être concédées par lui à bref délai, pourront être soumises à l'obligation de constituer des réserves notablement plus importantes que ne l'exigeraient leurs besoins propres, dès lors que l'augmentation des dépenses sera couverte par une contribution des autres usagers des eaux intéressés : l'aménagement des cours d'eau pourra être ainsi réalisé, en mettant beaucoup mieux en valeur la force qu'ils peuvent produire.

Il faut signaler enfin que l'application de l'article 3 donnera satisfaction aux vœux formulés par un grand nombre de conseils généraux ou de conseils municipaux et tendant à ce que les usines ne puissent profiter des améliorations de régime réalisées pour des besoins départementaux ou communaux sans participer aux dépenses de construction et d'entretien des ouvrages. Toutefois, il convient de faire observer que cette participation ne saurait être exigée des usagers des eaux qui profiteraient, après la promulgation de la présente loi, du fonctionnement de barrages établis avant cette promulgation : si équitable que soit le principe posé par l'article 2, il se heurterait dans l'espèce à des situations acquises qui doivent être respectées.

Tels sont les motifs du Projet de loi soumis aujourd'hui à la Chambre des députés, par le Gouvernement. Celui-ci ne saurait trop insister sur l'urgence des dispositions proposées parce qu'elles assurent l'exécution rapide d'un grand nombre de barrages-réservoirs dont l'établissement est empêché par l'insuffisance de la législation actuelle et parce que, en donnant les moyens de tirer un meilleur parti des richesses hydrauliques de notre sol, elles constitueront un facteur important de succès dans la lutte économique d'après-guerre, dont les Pouvoirs publics ne cessent de se préoccuper.

PROJET DE LOI

Le Président de la République française, décrète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement et par le Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER. — L'exécution et l'entretien des travaux ayant pour objet l'amélioration du régime des cours d'eau non navigables ni flottables au point de vue agricole ou industriel peuvent donner lieu à constitution d'asso-

ciations syndicales libres. Ces associations peuvent se transformer en associations autorisées, par application de l'article 8 de la loi des 21 juin 1865-22 décembre 1888, dans les conditions de majorité déterminées par les statuts.

ARTICLE 2. — Les usagers des eaux de toutes catégories qui profiteront directement des améliorations de régime des cours d'eau non navigables ni flottables résultant de travaux exécutés par les associations syndicales autorisées peuvent être tenus de payer des indemnités de plus-value qui seront réglées par le Conseil de Préfecture, sauf recours en Conseil d'Etat. Ces actions en indemnité ne pourront être exercées qu'en vertu d'une autorisation accordée par le décret en Conseil d'Etat.

Le décret peut stipuler que les indemnités seront payables par annuité en tenant compte chaque année de l'utilisation effective du supplément d'eau ou de force motrice résultant des travaux.

ARTICLE 3. — Par dérogation aux prescriptions de la loi du 16 septembre 1807, les dispositions de l'article 2 sont applicables aux plus-values résultant des travaux d'amélioration du régime des cours d'eau non navigables ni flottables exécutés par l'Etat, les départements, les communes ou leurs concessionnaires.

Paris, le 11 avril 1918.

VICTOR BORET,
LOUCHEUR.

N. D. L. R. — Nos lecteurs trouveront le Commentaire de notre Collaborateur, M. Paul BOUGAULT, sur ce Projet de Loi, dans le N° 155 (Nov.-Déc.).

LA CONCESSION DES USINES HYDRAULIQUES SUR LES COURS D'EAU DU DOMAINE PUBLIC

La Houille Blanche a publié dans son numéro 152 de mai-juin dernier le Décret relatif aux formalités de Concession d'Usines hydrauliques sur les Cours d'eau du Domaine public. Voici le texte des circulaires explicatives adressées à ce sujet aux Préfets et aux Ingénieurs en chef des Ponts et Chaussées.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS,

Paris, le 11 avril 1918.

Un décret du 1^{er} août 1905, rendu en exécution de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux, a déterminé la forme de l'instruction qui doit précéder l'autorisation des ouvrages établis ou à établir sur les cours d'eau en général. Depuis cette époque, les besoins en énergie électrique n'ont fait que grandir et la mise en valeur de nos ressources hydrauliques a pris, de ce fait, une importance croissante. Il apparut bientôt à l'un de mes prédécesseurs que les règles anciennes, rappelées et consacrées en 1851, confirmées par la loi du 8 avril 1898 et soumettant à un simple décret d'utilisation de prise d'eau toutes les usines hydrauliques quelle que soit leur puissance, ne pouvaient convenir aux installations modernes, productrices d'énergie en grand. Etant donné le développement des industries qui utilisent l'énergie électrique, il importait de placer les puissantes stations génératrices qui les alimentent sous un régime plus stable sans, pour cela, porter atteinte aux droits imprescriptibles de l'Etat. C'est ainsi que, depuis 1914, on a décidé de ne plus laisser établir d'usines, de quelque importance, sur les cours d'eau du domaine public, sous un autre régime que celui

de la concession et ce, dans les conditions adoptées par le Conseil d'Etat pour la chute de Beaumont-Monteux sur la Basse-Isère (décret du 25 octobre 1914). Cette décision en appelait une autre : la loi du 27 juillet 1870, dès lors applicable, prescrite par l'ordonnance du 18 février 1834, s'imposait dans chaque cas. Mais comme, d'autre part, le décret du 1^{er} août 1905 subsistait intact, l'instruction des demandes visant l'établissement d'usines hydrauliques susceptibles d'être déclarées d'utilité publique sur les cours d'eau du domaine public, risquait d'être retardée du fait de la superposition de deux procédures distinctes entraînant des formalités faisant double emploi : de là des lenteurs qui ont de regrettables conséquences dans la période que nous traversons où la nécessité d'intensifier la production nationale s'impose plus que jamais. Il devenait urgent de remédier à cet état de choses sans attendre le vote du projet de loi en instance devant le Parlement. Le décret du 11 avril 1918, dont j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint ampliation, a précisément pour objet de fondre, en les simplifiant, les formalités prescrites par l'ordonnance du 18 février 1834 et par le décret du 1^{er} août 1905 et d'instituer une procédure nouvelle au sujet de l'instruction des demandes visant l'établissement d'usines hydrauliques sur les cours d'eau du domaine public, lorsque les travaux appartiennent à la catégorie de ceux que vise l'article 1^{er} de la loi du 27 juillet 1870.

J'appelle immédiatement votre attention sur ce fait que le décret du 1^{er} août 1905 subsiste, pour le moment, dans son intégralité, en ce qui touche la forme de l'instruction des demandes visant les ouvrages établis ou à établir sur les cours d'eau du domaine public par simple arrêté ou décret d'autorisation de prise d'eau.

Dans tous les autres cas, toute demande d'établissement d'usine me sera, désormais, directement adressée et il appartiendra à l'Ingénieur en chef chargé du service des forces hydrauliques dans le ou les départements sur lesquels les ouvrages doivent être établis, de procéder aux diverses formalités qui aboutiront à la mise à l'enquête.

Dès que la mise à l'enquête aura été décidée et que les dossiers auront été constitués, l'Ingénieur en chef devra se mettre en rapport avec vous, en vue de fixer, au plus tard dans le mois qui suit, la date de l'ouverture de l'enquête dont les formes ont été calquées sur celles qu'ordonne le décret du 3 avril 1908, relatif aux distributions d'énergie. Vous aurez à prendre un arrêté indiquant les localités où l'enquête est ouverte et nommant les membres de la commission d'enquête. Celle-ci sera composée de trois membres au moins et de sept au plus, choisis parmi les personnes spécialement qualifiées et notamment parmi les agriculteurs, ingénieurs et industriels de la région. Vous désignerez le Président de cette Commission et fixerez le lieu de ses réunions. Cet arrêté sera affiché dans toutes les communes riveraines du cours d'eau, depuis la limite amont du remous, jusqu'à l'extrémité aval du canal de fuite. Les registres seront déposés pendant quinze jours à la mairie des communes désignées et, dans les dix jours qui suivent, la Commission devra se réunir, sur votre convocation. Huit jours après, au plus tard, le président vous remettra le procès-verbal de clôture que vous transmettrez, aussitôt, à l'Ingénieur en chef.

Il vous appartiendra également, pendant le temps que se déroulera l'enquête, de consulter les corps élus : Conseils généraux, dont l'avis est exigé par l'article 67 de la loi du 26 décembre 1908 ; conseils municipaux des communes

riveraines du cours d'eau dans la section aménagée, ainsi que les chambres consultatives des Arts et Manufactures dans la circonscription desquelles doivent être exécutés les travaux. — J'attache un grand prix à l'observation stricte des délais impartis aux diverses administrations ainsi qu'aux corps élus pour l'accomplissement des formalités qui leur incombent.

Il importe, notamment, qu'en plein accord avec l'Ingénieur en chef, vous fixiez l'ouverture de l'enquête à une date aussi rapprochée que possible de la constitution définitive du dossier et que vous transmettiez à l'Ingénieur en chef, avec votre avis, sitôt réception, le procès-verbal de la Commission, le registre et toutes les pièces de l'enquête.

De même, il devra être procédé par vos soins à la consultation des corps élus et des Chambres de commerce pendant le cours même de l'enquête.

Les Conseils généraux ou leurs Commissions départementales ont, légalement, six mois au maximum, à compter du jour où ils auront été consultés pour faire connaître leur avis. Mais les Conseils municipaux, les Chambres de commerce et, le cas échéant, les Chambres consultatives des Arts et Manufactures, ne disposent que d'un mois, au plus, pour délibérer sur le dossier qui leur aura été communiqué.

A l'occasion, vous pourrez utilement rappeler à ces Assemblées que ces délais doivent être considérés comme des maxima qu'il importe de réduire encore dans la mesure du possible. Il y aurait notamment intérêt à ce que le Conseil général donne délégation, une fois pour toutes et en termes très généraux, à la Commission départementale pour statuer sur les concessions de prise d'eau faisant l'objet du présent décret. C'est un point sur lequel un de mes prédécesseurs appelait déjà votre attention le 9 février 1909 et que je vous prie à nouveau de signaler au Conseil général lors de sa prochaine session.

C'est par votre intermédiaire que l'avis du Conseil général parviendra à l'Ingénieur en chef. Par contre, les Conseils municipaux et les Chambres de commerce devront lui adresser directement les procès-verbaux de leurs délibérations. Comme les délais portés à l'article 16 courent à dater de la communication du dossier, il paraît indispensable que l'Ingénieur en chef soit avisé de la date à laquelle ces assemblées auront été, par vous, saisies.

*Le Ministre des Travaux Publics
et des Transports,*

A. CLAVEILLE.

★★

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

A M. l'Ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées.

Paris, le 11 avril 1918.

Un décret du 1^{er} août 1905. . etc. (comme à la circulaire précédente jusqu'au mot : « Le décret du 11 avril 1918. » Le décret du 11 avril 1918, dont j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint ampliation, a précisément pour objet de fondre, en les simplifiant, les formalités prescrites par l'ordonnance du 18 février 1834 et par le décret du 1^{er} août 1905. C'est à lui que vous devrez désormais vous référer toutes les fois que je vous saisirai d'une demande d'établissement d'usine hydraulique sur un cours d'eau du domaine public. Seules resteront soumises à la procédure du décret du 1^{er} août 1905, toujours en vigueur, les demandes visant l'établissement d'ouvrages qui continueront à être placés sous le régime de l'autorisation.

J'appelle d'une manière toute particulière votre attention sur les trois points suivants qui différencient essentiellement la procédure nouvelle, des errements suivis à ce jour :

1° Les conditions de présentation de la demande et l'instruction préliminaire qui doit précéder la mise à l'enquête ;

2° La substitution d'une seule enquête, comme préliminaire indispensable de la déclaration d'utilité publique, aux deux enquêtes qu'il fallait mener parallèlement, en exécution de l'ordonnance du 18 février 1834 et du décret du 1^{er} août 1905 ;

3° La fixation, pour chaque acte de la procédure et chaque transmission de dossier, de délais maxima permettant d'ordonner, d'une façon méthodique, les différentes phases de l'instruction.

I. Doivent m'être directement adressées, par les intéressés eux-mêmes, toutes demandes visant l'établissement d'ouvrages susceptibles d'être déclarés d'utilité publique, par application de la loi du 27 juillet 1870. Chaque demande subit deux examens, d'inégale importance : le premier, rapide sur le vu d'un dossier sommaire, suffisant pour vous permettre de me faire connaître votre avis sur le point de savoir s'il y a lieu, ou non, de poursuivre l'instruction de l'affaire ; le second, plus approfondi, grâce à la production de documents précis, vous amènera non seulement à motiver s'il y a lieu, vos propositions de mise à l'enquête, mais encore à me désigner, en cas de plusieurs demandes concurrentes, celle que vous estimez devoir être retenue. Parmi les raisons de nature à justifier votre choix, l'aménagement rationnel et complet de l'énergie dans la section du cours d'eau envisagée tiendra la première place. Vous vous inspirerez, à cet égard, des principes développés dans ma circulaire du 26 novembre 1917 visant l'étude des plans d'aménagement des cours d'eau, tout en faisant preuve, dans l'application d'une très grande largeur de vues : vous vous efforcerez, notamment, de concilier l'intérêt général qui veut qu'aucune parcelle d'énergie ne soit perdue et l'intérêt particulier de l'usiner, plus porté, par tempérament et souci de sa responsabilité, à poursuivre le but immédiat de ses efforts qu'à accroître indirectement par une modification de ses projets, la puissance productrice du Pays.

En vue de ces deux examens successifs, l'un aboutissant à la prise en considération, l'autre, à la proposition de mise à l'enquête, l'intéressé devra fournir un certain nombre de renseignements et de documents complémentaires qu'il importe de préciser, autant qu'il est possible de le faire dans un règlement administratif, afin d'éviter tout retard dans l'accomplissement des formalités prescrites. Actuellement, le demandeur doit préparer deux dossiers : l'un, conformément à l'article 2 du décret du 1^{er} août 1905, l'autre, par application de l'ordonnance du 18 février 1834, destiné à l'enquête qui doit précéder la déclaration d'utilité publique. Et la situation se complique encore du fait que, si l'énonciation des articles 2 et 3 de l'ordonnance du 18 février 1834 convient aux projets de canaux ou de chemins de fer, elle ne peut s'appliquer littéralement aux dérivations industrielles. Demain, la nécessité d'une précision plus grande en ce qui touche la composition des dossiers s'imposera d'autant plus que l'article 7 du nouveau décret ordonne de classer sans suite toute affaire pour laquelle le demandeur n'aura pas produit en temps utile les pièces que vous l'aurez invité à fournir. Ces considérations permettent de se mieux rendre compte de la portée des articles 3, 4 et 7 du présent décret. L'article 3, relatif à la demande proprement dite,

reproduit en partie l'article 2 du décret du 1^{er} août 1905. L'article 4 précise la composition du dossier qui permettra à l'administration de concevoir, dans l'ensemble, le but et l'envergure des travaux projetés. Enfin, l'article 7 prévoit qu'après la prise en considération, le demandeur sera invité à compléter le dossier par la production des dessins principaux des ouvrages et à présenter un projet de cahier des charges. Vous lui demanderez à ce moment les données relatives au débit, le calcul des puissances et des quantités probables d'énergie et les profils types principaux. En un mot, vous devrez avoir alors en votre possession toutes les précisions techniques et financières vous permettant de motiver votre avis relativement à la mise à l'enquête.

II. Aussitôt que la mise à l'enquête a été décidée, vous devez inviter le demandeur à fournir les pièces nécessaires à l'enquête et aux conférences. Ce seront, en autant d'exemplaires qu'il y aura de conférences à ouvrir ou de lieux de dépôt pour l'enquête, les reproductions des pièces énumérées aux articles 3 et 4 du nouveau décret auxquelles on ajoutera, suivant les cas, les profils types des canalisations, les dessins de traversées de voies publiques (chemins de fer, routes, etc.) et ceux des principaux ouvrages (prise d'eau, chambres de mise en charge, conduites forcées, usine génératrice, etc.). Toutefois, vous n'exigerez pour chaque dossier, que les pièces nécessaires pour le but propre de ce dossier. Ainsi des précisions plus grandes seront indispensables pour les dossiers de conférences, tandis que des pièces plus sommaires pourront en général suffire pour les dossiers à déposer dans les mairies. Ceci fait, il y aura lieu de procéder *simultanément* à l'ouverture des conférences avec les services intéressés, à l'enquête, à la visite des lieux et à la consultation des corps élus.

Vous ouvrez les conférences dès que le dossier a été complété et vous vous mettez d'accord avec le Préfet, dans le ou les départements intéressés, pour préparer l'enquête qui va maintenant se dérouler. Vous aurez à lui proposer la date qui vous paraîtra convenir pour l'ouverture de l'enquête dont les formes ont été calquées sur celle prescrite par décret du 3 avril 1908 relatif aux distributions d'énergie ; nomination d'une commission d'enquête par département, composée de trois membres au moins et de sept au plus ; dépôt, pendant quinze jours, d'un registre à la mairie de chacune des communes dans lesquelles l'enquête est ouverte ; réunion de la commission d'enquête dans les dix jours qui suivent pour entendre le rapport des ingénieurs, les observations du demandeur et de tous les intéressés ; décision de la commission dans les huit jours qui suivent la réunion ; transmission du procès-verbal au préfet qui vous le fait parvenir aussitôt. Entre temps, vous aurez procédé à la visite des lieux et le préfet aura consulté les conseils généraux des départements intéressés ou leurs commissions départementales, les conseils municipaux intéressés ou leurs commissions départementales, les conseils municipaux des communes riveraines et les chambres de commerce ou les chambres consulaires des Arts et Manufactures dans la circonscription desquels doivent être exécutés les travaux projetés.

Il sera procédé à la visite des lieux au cours même de l'enquête, comme il est dit aux articles 12 et 13 du présent décret qui ne sont du reste que la reproduction, sans modification de détail, des articles 5 et 6 du décret du 1-8-05.

Après la clôture de l'enquête s'ouvre la dernière phase de l'instruction. Le Préfet vous a fait parvenir les procès-

verbaux de la commission et les délibérations des corps élus. De votre côté, vous aurez invité les services consultés à produire leurs observations qu'ils doivent vous adresser dans le mois qui suit la clôture de l'enquête. Vous entendez le demandeur sur les objections ou conditions qui ont pu être formulées et vous me transmettez votre rapport en y joignant, s'il y a lieu, le projet d'acte de concession et de cahier des charges, avec l'acceptation du demandeur ou ses observations en cas de refus ainsi que les adhésions des services intéressés ou leurs observations en cas de désaccord.

III. Sur le désir exprès de la Commission extraparlamentaire chargée de préparer l'avant-projet de loi relatif à l'utilisation de l'énergie électrique, désir qui concordait du reste avec mes propres intentions, le présent décret oblige les diverses administrations intéressées à respecter certains délais dans l'accomplissement de formalités leur incombant.

C'est ainsi que vos propositions en vue de la prise en considération de la demande doivent me parvenir un mois, au plus, après la réception du dossier, et vos propositions en vue de la mise à l'enquête, quinze jours après la remise des pièces par l'intéressé. De même, l'ouverture de l'enquête doit avoir lieu un mois après la constitution du dossier définitif et, pendant le temps que les registres resteront déposés dans chaque mairie, il sera procédé à la visite des lieux. Enfin, deux mois après la clôture de l'enquête, votre rapport et, s'il y a lieu, le projet d'acte de concession et de cahier des charges devront m'être parvenus.

L'observation de ces délais ne serait pas possible si les services ou les corps élus dont l'avis est sollicité ne se soumettaient également à la même discipline. Lors de l'ouverture des conférences, vous aurez à rappeler aux services consultés qu'ils doivent faire connaître leurs observations, au plus tard, dans le mois qui suit la clôture de l'enquête et, qu'en l'absence de réponse, ils seront considérés comme acquiesçant, sans réserve, au projet qui leur a été soumis. En tout cas, huit jours au plus tard après l'expiration du délai susvisé, vous procéderez à la clôture des conférences.

Il appartiendra au Préfet, avec lequel vous devrez vous entendre à ce sujet, de consulter les conseils municipaux intéressés et les chambres de commerce. Mais vous devrez veiller à ce que les procès-verbaux des délibérations de ces assemblées vous soient adressés dans le mois à dater de la communication du dossier.

Enfin, le demandeur lui-même devra faire diligence pour remettre les pièces que vous l'aurez, en la forme administrative, invité à fournir. Deux mois lui sont impartis pour compléter son dossier après la prise en considération et trois mois lorsqu'il s'agira de procéder à l'enquête et aux conférences. Si, à l'expiration de ces délais, les documents désignés n'ont pas été fournis, vous aviserez le demandeur que l'affaire est classée sans suite et vous m'en rendrez compte. La demande ne pourra être reprise qu'en recommençant toutes les formalités. En cas de circonstances exceptionnelles susceptibles de justifier une prolongation, l'intéressé devra m'adresser, dans ce but, une demande, et vous aurez à me faire connaître votre avis.

J'attache un grand prix à l'observation stricte de ces délais qui sont, du reste, des maxima que vous devrez vous efforcer de réduire encore, dans la mesure compatible avec les règles d'une bonne administration.

*Le Ministre des Travaux Publics
et des Transports,*

A CLAVEILLE

LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU RHONE

Les principes sur lesquels se basaient les études de nos précédents numéros, pour réaliser « l'Aménagement méthodique du Rhône », viennent de recevoir une éclatante consécration qui, nous l'espérons, hâtera la réalisation du Programme général, désormais unique, auquel collaboreront d'accord tous les organismes intéressés, chacun en ce qui est de son pouvoir et de sa compétence. Nous continuerons nos études sur toutes les questions susceptibles d'aider aux solutions qui seront envisagées. Aussi nous empressons-nous de mettre sous les yeux de nos lecteurs ce premier résultat.

LA COMMISSION INTERDÉPARTEMENTALE DE L'AMÉNAGEMENT DU RHONE, réunie à Marseille le 29 août dernier, a adopté à l'unanimité l'Ordre du jour ci-dessous reproduit tel que le donne le *Journal des Chambres de Commerce* ; N° 17, 10 septembre 1918.

« Considérant que l'Aménagement du Rhône doit être envisagé au triple point de vue de la Navigation, de l'Irrigation et des Forces motrices ;

« Que, pour résoudre ce problème, il importe de ne pas séparer dans la réalisation la Navigation de l'Irrigation et des Forces motrices ;

« Que le périmètre direct de l'Aménagement du Rhône a besoin, pour son développement économique, de quantités considérables de force motrice ;

« Pose comme principe que cet aménagement constitue un point intangible qui ne peut, en aucun cas, être mutilé par l'octroi de concessions à des intérêts particuliers ou à une collectivité agissant isolément ;

« Décide : 1° D'inviter l'Etat à faire procéder d'urgence à la mise au point du Programme complet de l'Aménagement du Rhône au triple point de vue : Navigation, Irrigation et Forces motrices — ce Programme devant être réalisé méthodiquement par étapes ;

« 2° De constituer entre les Collectivités intéressées : Départements, Villes, Chambres de commerce, un Groupement destiné à résoudre financièrement ce problème avec le concours de l'Etat ;

« 3° De réserver d'abord au périmètre direct de l'Aménagement du Rhône les forces motrices indispensables à son complet développement économique ;

« 4° De faire connaître la délibération au Gouvernement par une délégation de représentants de tous les départements intéressés. »

La Houille Blanche tient à bien préciser son rôle de Tribune libre dans les descriptions qu'elle va donner des systèmes qui vont être proposés, aux divers points de vue économique, technique et financier, pour réaliser ce programme. Plusieurs des auteurs de projets sont les amis personnels de son fondateur et directeur ; elle n'est inféodée à aucune de leurs conceptions et accueillera toutes autres manifestant une compétence en ces questions.

Elle estime que sa fonction est de mettre au jour bien des idées fécondes qui n'auraient pas d'autre champ pour fructifier ; avec la compétence, la seule autre condition requise pour y semer, sera l'observation de la traditionnelle courtoisie française entre collaborateurs dont la devise est : France d'abord !